



FICHE PAYS – JANVIER 2025



Tunisie



Points essentiels:

- Les relations économiques entre la Suisse et la Tunisie s'inscrivent dans des conditions-cadres bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'Association européenne de libre-échange), un accord de protection des investissements et une convention contre les double-impositions.
- La Tunisie est un pays prioritaire de la coopération économique du SECO.
- En comparaison régionale, l'économie tunisienne est relativement diversifiée.
- La Tunisie est le 11^{ème} partenaire commercial de la Suisse en Afrique (le 3^{ème} en Afrique du Nord, derrière l'Egypte et le Maroc), avec un volume des échanges qui se monte à CHF 435 millions en 2023.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Tunisie	Suisse
Surface (km ²)	162'155 (4x CH)	41'290
Monnaie	Dinar tunisien (DT)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 09.12.2024)	3.58 DT →	1 CHF
Population (2023)	12.5 Mio. (+0.8%)	8.8 Mio. (+0.8%)
Nombre de suisses en Tunisie ²	1'426 (2023)	--
Nombre de tunisiens en Suisse ³	--	8'129 (2022)

1.2 Rankings⁴

	Tunisie	Suisse
Index of Economic Freedom (2024)	150/184 (-20)	2/184 (+0)
Corruption Perception Index (2023)	87/180 (-2)	6/180 (+1)
Human Development Index (2022)	101/191 (-4)	1/191 (+0)
Global Innovation Index (2024)	81/133 (-2)	1/133 (+0)

1.3 Composition du gouvernement⁵

Président	Kais SAIED (depuis 10.2019)
Chef du gouvernement	Kamel Madouri (depuis 09.2024)
Ministre des Affaires étrangères	Mohamed Ali Nafti (depuis 09.2024)
Ministre du Commerce et du développement des exportations	Samir Abid (depuis 09.2024)
Ministre de l'Economie et de la Planification	Samir Abdelhafidh (depuis 09.2024)
Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	Fatma Thabet (depuis 01.2024)
Gouverneur de la Banque centrale	Fathi Zouheir Nouri (depuis 02.2024)

Prochaines élections présidentielles	2029
--------------------------------------	------

¹ World Bank Data

² Bundesamt für Statistik BFS: Auslandschweizerstatistik

³ Bundesamt für Statistik BFS: Ständige ausländische Wohnbevölkerung nach Staatsangehörigkeit

⁴ Interprétation : Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

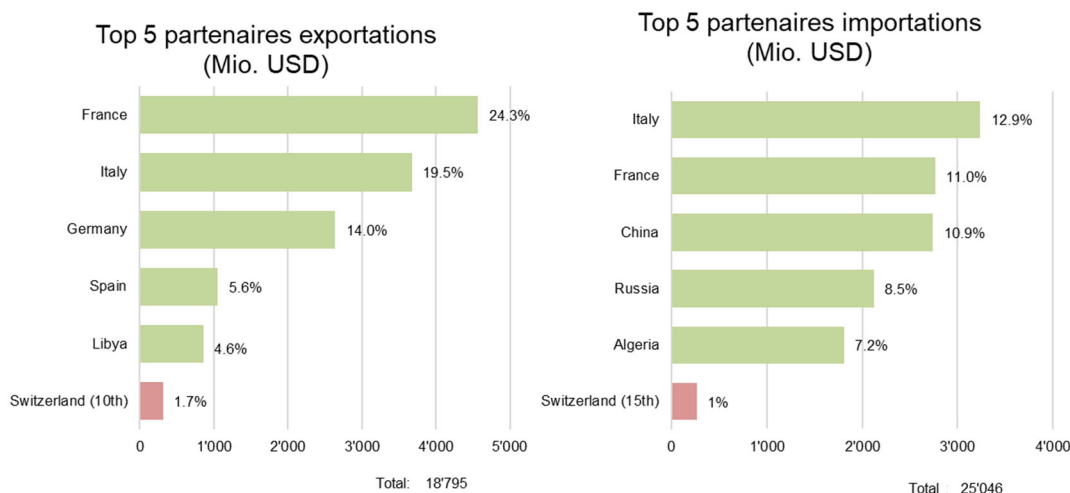
⁵ [Portail officiel du gouvernement tunisien](#)

2. Statistiques économiques

Indicateurs macroéconomiques⁶

Tunisie				
	2023	2024	2025	2026
Croissance du PIB (%)	2.0	1.8	1.8	1.8
PIB (USD Mrd.)	48.4	50.3	52.2	54.
PIB/habitant (USD)	3'958	4'078	4'201	4'316
Inflation (%)	6.9	7.3	7.5	7.6
Chômage (%)	n/a	n/a	n/a	n/a
Solde budgétaire (% du BIP)	-6.5	-6.0	-5.6	-5.4
Dette publique (% du BIP)	96.5	98.5	99.7	99.8
Compte courant (% du BIP)	-9.3	-9.2	-9.0	-8.8

Commerce extérieur tunisien 2023⁷



Investissements directs étrangers (IDE) 2022/2023⁸

Selon les données statistiques de l'Agence de promotion des investissements extérieurs (FIPA) pour l'année 2022, les Emirats arabes Unis sont le plus important pays d'origine d'IDE en Tunisie **en termes de stocks**. Avec des investissements cumulés de CHF 2'240,8 millions, ils se placent tout juste devant la France avec CHF 2'077,9 millions, suivie du Qatar avec CHF 1'517,7 millions, de l'Italie avec CHF 941.7 millions et de l'Allemagne avec CHF 795.9 millions. La Suisse se place au 18ème rang avec CHF 144.6 millions.

Pour l'année 2023, **les flux d'IDE** ont atteint CHF 653,7 millions soit une augmentation de +7,7% par rapport à 2022. Les IDE dans les industries manufacturières ont représenté la plus grande part avec 62,1%, suivis de ceux dans l'énergie avec 19,7%, dans les services avec 17,5% et dans l'agriculture avec 0,8%. Hors énergie, le flux des IDE enregistré s'élève à CHF 525 millions. Plus de la moitié du flux d'IDE s'est concentré dans la région du grand Tunis, suivie par la région du Nord-Est avec plus de 24%.

⁶ IMF World Economic Outlook Data Base, décembre 2024. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁷ Direction of trade statistics (DOTS)

⁸ Rapport économique Tunisie 2024

3. Situation économique⁹

3.1 Structure de l'économie (% du PIB)

Alors que l'agriculture a pendant longtemps été le principal pilier de l'économie tunisienne, la production de pétrole et l'extraction de phosphates, l'industrie de transformation et le secteur du tourisme sont devenus de plus en plus importants pour le pays. La **structure économique relativement diversifiée** de la Tunisie la distingue de la majorité des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, contribuant de manière significative à la résistance globale du pays aux chocs externes.

Le **secteur primaire** (agriculture et pêche) contribue à hauteur de **9.5%** (2023) du PIB, employant 15% de la population active. L'**industrie** est responsable de **23.7%** du PIB. Les industries de transformation, en particulier le textile, l'habillement et le cuir, ainsi que les produits mécaniques et électriques, sont au cœur de ce secteur qui emploie 32 % de la population active. Le secteur des **services** a contribué à **66.8%** du PIB en 2023, avec 53 % de l'ensemble des travailleurs tunisiens. Les services, en particulier dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration, ont connu une hausse de 12,8 % en 2023, reflet d'une reprise progressive du secteur touristique. En revanche, le secteur agricole a continué de rencontrer d'importantes difficultés en raison des conditions climatiques défavorables qui se sont maintenues pendant trois années consécutives, entraînant une baisse de 11 % de la production.

Rang	Secteurs	2018	2023
1	Services	10.5%	9.5%
2	Secteur manufacturier	25.5%	23.7%
3	Secteur primaire	63.3%	66.8%

3.2 Politique économique

Information générale

Durant la colonisation française, l'économie tunisienne s'est concentrée sur le développement de son agriculture et des activités de l'extraction minière. **Après l'indépendance**, acquise en **1956**, le gouvernement tunisien s'est embarqué dans une **politique de nationalisation** des secteurs jugés stratégiques, tels que les domaines bancaires, de l'électricité, des transports, du gaz naturel et de l'eau. Durant les **années 1980**, le pays est frappé par une **crise économique**, causée principalement par la baisse des prix du pétrole, dont les exportations nourrissent une grande partie des recettes de l'Etat. La Tunisie prendra alors ensuite le chemin de la **mondialisation et libéralise son économie**. La croissance est au rendez-vous, mais les secteurs orientés sur le marché intérieur sont pénalisés par rapports à ceux axés sur les exportations. Le **chômage augmente et les inégalités se creusent**, pendant qu'un cercle restreint proche du pouvoir bénéficie des largesses du pouvoir en place. Cette **situation deviendra intenable et débouchera en 2011 sur la révolution du jasmin** qui mettra fin au régime de Ben Ali. Malgré le **processus de démocratisation** en court depuis lors, **l'économie tunisienne souffre toujours des mêmes maux**, à savoir chômage élevé, manque de perspectives pour les jeunes, endettement structurel et déficit important de sa balance commerciale.

La crise sanitaire a ajouté une complexité supplémentaire à la situation socio-économique du pays. L'économie tunisienne a continué à subir les conséquences de la pandémie, du climat d'incertitude politique et de l'absence de réformes structurelles nécessaires de longue date. La croissance du PIB n'a atteint que 2% en 2023, et devrait graviter autour de 1.8% jusqu'en 2026 au moins, un taux largement insuffisant pour permettre à l'économie de retrouver son niveau pré-pandémie. L'économie reste très dépendante de la consommation des ménages et exposée aux aléas cycliques des secteurs agricole et touristique.

⁹ [World Bank Data Base](#), [IMF World Economic Outlook Database](#), Décembre 2024; Rapport économique 2024 de l'Ambassade de Suisse à Tunis

Politique budgétaire/fiscale

Entre 2013 et 2020, la Tunisie a bénéficié de deux **accords** (*Stand-By Arrangement* et *Extended Fund Facility*) **avec le FMI**. Le 10 avril 2020, le FMI a approuvé le décaissement d'un **instrument de financement rapide** pour soutenir la réponse des autorités tunisiennes à la pandémie du **coronavirus**. Les programmes du FMI en Tunisie ont pour objectif de promouvoir une croissance économique plus vigoureuse, consolider la stabilité macroéconomique, réformer les institutions publiques, faciliter l'intermédiation financière et d'améliorer le climat des affaires. La faiblesse de la reprise a exacerbé la pression sur des finances publiques déjà en difficulté.

En décidant de ne pas approuver le programme de prêt du **FMI** d'un montant de 1,9 milliard de dollars, pourtant négocié par le gouvernement tunisien et validé à un haut niveau en octobre 2022, les autorités tunisiennes ont clairement indiqué à la communauté internationale qu'elles privilégiaient la stabilité sociale et comptaient s'appuyer sur leurs propres ressources pour surmonter les défis économiques et financiers majeurs, même si cela impliquait des sacrifices importants. La dette publique (hors entreprises publiques, dont une grande partie est garantie par l'État) a légèrement diminué, atteignant 76,5 % du PIB en 2023, contre 79,9 % en 2022. En revanche, la Tunisie a de plus en plus recours aux marchés locaux pour financer sa dette, ce qui a fait baisser la part de la dette extérieure dans la dette totale à 51,2 % (contre 57,6 % en 2022). Ce recours au financement interne a entraîné un recours accru au refinancement auprès des banques locales et de la Banque centrale de Tunisie. Toutefois, le dinar tunisien et les réserves de change (qui couvraient 3,9 mois d'importations à la fin de 2023) ont montré une certaine résilience.

Politique monétaire

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a pour mission de **préserver la stabilité des prix**. De manière générale, après des baisses du taux directeur en réponse au COVID-19, l'orientation actuelle de la politique monétaire reste axée sur la poursuite de l'effort de contrôle d'inflation face aux fortes pressions inflationnistes dû à la guerre en Ukraine, ce qui s'illustre par une augmentation régulière du taux directeur (8% actuellement, le niveau le plus faible depuis 2006).

Politique économique extérieure

La Tunisie a conclu plusieurs **accords de libre-échange**, notamment **avec l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange**. Dans le cadre de sa stratégie de diversification de ses partenaires, la Tunisie a conclu divers accords bilatéraux en matière de commerce et de protection des investissements avec des pays hors de l'UE. L'accord d'association avec le Royaume-Uni est entré en vigueur en janvier 2021. Le pays a également conclu d'autres accords commerciaux, notamment avec la Turquie, plusieurs pays arabes (à l'exception des pays du Golfe) et quelques pays d'Afrique sub-saharienne, dont la portée est très variable. A l'instar du Maroc et de l'Égypte, la **Tunisie cherche à se profiler comme une porte d'entrée vers l'Afrique** pour les investisseurs étrangers, avec toutefois moins de zèle que ces deux pays.

3.3 Conjoncture économique

Le PIB croît de manière stable à un taux oscillant autour de 2% (2022 : 2%, 2023 : 1.8%). Les pressions inflationnistes se font aussi ressentir en Tunisie, avec une inflation passant de 8.3% en 2022 à 9.3% en 2023. La Tunisie importe presque la moitié de son blé depuis l'Ukraine et la majeure partie de ses besoins en énergie, la rendant vulnérable aux effets économiques de la guerre en Ukraine.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Accord sur le transport aérien	En vigueur	22.11.1962
Accord contre la double-imposition (CDI)	En vigueur	01.01.1996
Accord de libre-échange (ALE)	En vigueur	01.06.2005
Accord de protection des investissements (API)	En vigueur	08.07.2014

4.2 Présence institutionnelle

En Tunisie:

- [Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Suisse \(CCITNCH\)](#)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)¹⁰



464 Mio.
Commerce (CHF),
Total 2, 2024 prov.

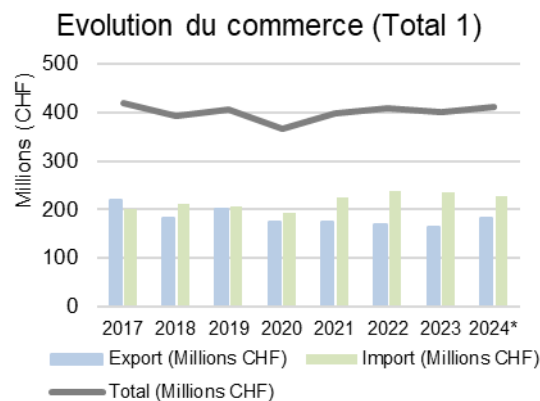
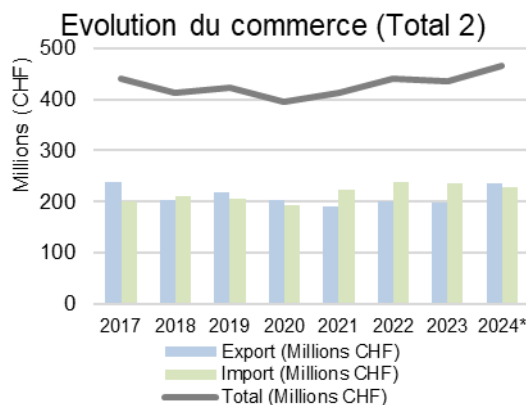


0.1%
Part Mondiale,
Total 2, 2024
prov.



Nr.76
Partenaire commercial,
Total 2, 2024 prov.

Evolution du commerce bilatéral

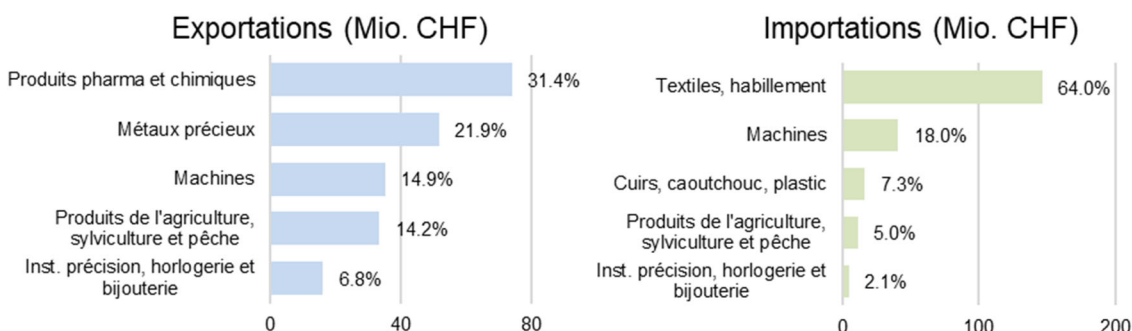


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2020	202	-7	193	-7	9	396	-7
2021	190	-6	224	16	-34	414	5
2022	200	6	240	7	-39	440	6
2023	198	-1	237	-1	-39	435	-1
2024*	236	19	229	-4	7	464	7
(Total 1)**	184	13	228	-4	-45	412	3

*) Chiffres provisoires

**) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

Composition du commerce bilatéral (2024, chiffres provisoires, Total 2)



Commentaires

La Tunisie est le 11^{ème} partenaire commercial de la Suisse en Afrique (le 3^{ème} en Afrique du Nord), avec un volume des échanges qui se monte à CHF 464 millions en 2024.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange en 2005, les échanges de biens entre les deux pays sont passés de CHF 147 millions en 2006 à CHF 464 millions en 2024. Durant cette période, les exportations tunisiennes sont passées de CHF 28 millions à 236 millions, et

¹⁰ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

les exportations suisses de CHF 11 millions à CHF 229 millions. Force est donc de constater que l'accord de libre-échange a permis d'augmenter sensiblement le commerce entre les deux économies et que celui-ci est relativement équilibré.

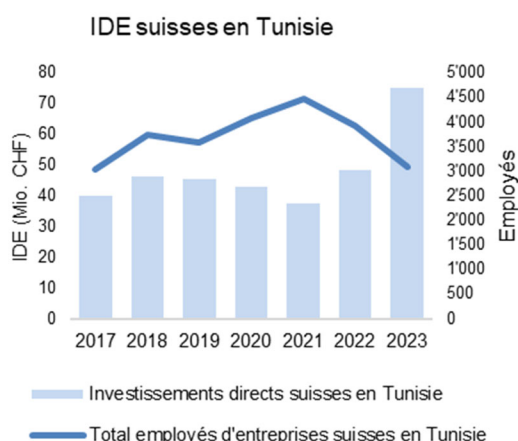
4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)¹¹

Evolution du commerce bilatéral des services (Mio. CHF)

La Banque Nationale Suisse ne publie pas de données sur le commerce bilatéral des services entre la Suisse et la Tunisie.

4.5 Investissements directs (perspective suisse)¹²

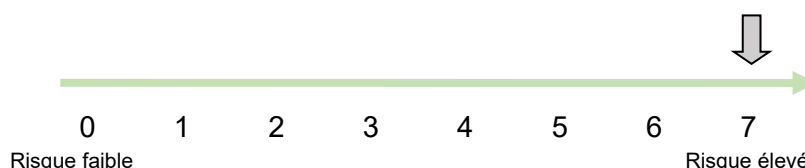
Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



Commentaires

Selon la Banque nationale suisse, le stock des investissements directs étrangers suisses en Tunisie s'élevait, fin 2023, à CHF 75.4 millions, soit en augmentation par rapport à 2022 (CHF 48.6 millions). En 2023, les entreprises suisses étaient responsables de 3'103 emplois en Tunisie (contre 3'941 en 2022).

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹³



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

¹¹ [Banque Nationale Suisse](#)

¹² Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

¹³ [SERV](#)

4.7 Coopération au développement

La Tunisie est un **pays prioritaire de la coopération et du développement économiques** du SECO depuis plus de 15 ans. Le SECO met en œuvre des projets dans plusieurs domaines, notamment le tourisme durable, les chaînes de valeur, l'accès au financement pour les PME et les femmes, la planification urbaine et la transition énergétique ainsi que la stabilisation macroéconomique et financière et tout cela en bonne concertation avec la formation professionnelle financée par la DDC. **Les projets du SECO contribuent indirectement à la migration en créant des perspectives et des postes de travaux sur place. Ils visent à un effet à long terme.**

Avec son **nouveau programme de coopération 2021-2024**, la Suisse contribue en Tunisie à une paix durable et un développement économique inclusif qui profite à tous. Le SECO, la Direction du développement et de la coopération (DDC), la Division Paix et droits de l'homme (DPDH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) élaborent et mettent en œuvre conjointement le programme de coopération suisse en Tunisie. Les trois objectifs principaux du programme suisse sont **un développement économique inclusif et durable, le renforcement des institutions publiques et de la société civile et la bonne gouvernance de la migration.**

4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2015 (26.-28.02)	Wirtschaftsmission von Sts M.G. Ineichen-Fleisch in Tunesien
2015 (22.1)	WEF / Davos, rencontre entre PC S. Sommaruga et le PM Tunisien sortant Mehdi Jomaa
2014 (7.1)	Participation de la Vice-présidente de la Confédération, CF S. Sommaruga, aux cérémonies de célébration de la nouvelle Constitution tunisienne (invitation de la Tunisie).
2012 (21.4)	Treffen zwischen BR J. Schneider-Ammann und dem tunesischen Investitions- und Kooperationsminister Riadh Bettaïeb am Rande des Spring Meetings der Weltbank in Washington